

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau à six jours d'intervalle et peut délibérer, quel que soit le nombre des membres présents. Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des 2/3 des voix exprimées.

Article 13 - L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée à cet effet, doit comprendre plus de la moitié des membres (art. 9). Si cette proportion n'est pas atteinte l'Assemblée, convoquée à nouveau à six jours d'intervalle, peut alors délibérer quel que soit le nombre des présents.

La dissolution de l'Association ne peut être prononcée qu'à la majorité absolue des voix des membres présents.

Article 14 - En cas de dissolution par quelque mode que ce soit, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net, conformément à la loi, à une ou plusieurs associations. En aucun cas, les membres ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports propres, une part quelconque des biens de l'Association.

#### V -- DOTATION - FOND de RESERVE

##### RESSOURCES ANNUELLES

-----

Article 15 - La dotation comprend :

- une somme de 1.000 Fr (anciens) placés, conformément aux dispositions de l'article suivant.
- les immeubles nécessaires aux buts poursuivis par l'Association.
- les capitaux provenant des libéralités, à moins que l'emploi n'en ait été autorisé.
- les sommes versées pour le rachat des cotisations.
- le dixième au moins annuellement capitalisé du revenu des biens de l'Association.

Article 16 - Les capitaux mobiliers compris dans la dotation, sont placés en rentes nominatives sur l'Etat, en actions nominatives de Sociétés d'investissement, constituées en exécution de l'Ordonnance du 2 novembre 1945 et des textes subséquents, ou en valeurs nominatives admises.

Ils peuvent également employés, soit à l'achat d'autres titres après autorisation donnée par arrêté, soit à l'acquisition d'immeubles nécessaires aux buts poursuivis par l'Association, ainsi que : bois, forêts, terrain à boisser.

Article 17 - Il est constitué un fonds de réserve où est versé chaque année la partie des excédents non nécessaires au fonctionnement de l'Association.

La quantité et la composition du fonds de réserve peuvent être modifiés par délibération de l'Assemblée Générale.

Ces délibérations doivent faire l'objet, dans le délai de huitaine, d'une notification au Préfet de PARIS :